

Compte-Rendu du CTA du 25 juin

Le CTA s'ouvre dans un climat un peu particulier. Suite à divers problèmes techniques, le recteur se retrouve à présider le début du CTA seul dans son bureau.

Monsieur Auverlot est blessé et meurtri par les tweets d'une organisation syndicale qui s'amuse à publier ses petites phrases sur les réseaux sociaux. Alors, pour que l'on comprenne que c'est mal, il décrète que les personnes du rectorat, présentes au CTA, ne répondront que par « oui » ou par « non » aux questions des organisations syndicales.

On est prévenu, le recteur boude.

La crise sanitaire que nous traversons a touché de nombreuses familles d'élèves et des collègues et lui, il boude.

Il laissera sa caméra ouverte sur son bureau vide pour la lecture des deux premières déclarations liminaires syndicales avant de rejoindre les autres membres du CTA réunies dans la salle 913.

Ce dernier s'offusque de l'emploi du mot « harcèlement » dans la déclaration liminaire de SUD éducation. Il menace alors à plusieurs reprises la représentante du syndicat d'aller au pénal si elle ne retire pas ce mot. Aucun commentaire sur le fond. Après l'intervention d'autres représentant·es syndicales, il démentira, par la suite, avoir proféré ces menaces et on transformera le « harcèlement » en « acharnement » pour que le CT puisse continuer.

FO est forcée de demander par un vœu l'arrêt des lamentations du recteur pour que les représentant·es du personnels puissent avoir des réponses à leurs questions. Celui-ci demande en retour des garanties quant au fait qu'il n'y aura aucun « compte-rendu sauvage » de la part des syndicats présents. « Compte-rendus sauvages »... Mais qu'est-ce que ça peut bien vouloir dire... ? Nous rappelons que le rectorat ne nous a jamais communiqué aucun de leurs compte-rendus. Nous ne pouvons donc pas juger de la « sauvagerie » des leurs.

1/ Bilan social

La dotation supplémentaire pour le premier degré dans le 77 est entérinée et sera actée au CTSD du 30 juin. Nous ne pouvons cependant pas nous réjouir de ces quelques miettes censées aider à la reprise en septembre pour accueillir dans de bonnes conditions les élèves fragilisés scolairement et socialement par deux mois et demi de confinement. Malgré les demandes unanimes des OS, aucune dotation supplémentaire pour le 93 et le 94, et quant à celle du 77, elle n'existe que pour compenser l'absence de moyens supplémentaires depuis plusieurs années.

2/ Plan de formation

Création de « Correspondant·es Locaux en Ingénierie de Formation » pour faire remonter les besoins de formations des personnels qui leur seraient exprimés.

Rien de plus en revanche pour la formation des personnels du 1^{er} degré, formation qui dépend des départements pour les interventions proposées par les conseiller·ères pédagogiques départementaux et des circonscriptions pour les heures de formations obligatoires. Ces heures sont depuis un moment centrées autour du français et des maths, pas de changement de ce côté là. Lire, écrire, compter. Et pour le reste ?

3/ Assistance éducative

Quand nous notons une baisse du nombre des AED dans certains lycées en zone prioritaire, le rectorat parle d'une « répartition de moyens ». Et quand il est dit que la suppression de poste d'AED mettra les personnels et les élèves dans des situations extrêmement tendues voire dangereuses, le rectorat nous répond qu'il sera « attentif ». On gère la misère des moyens, ils compatissent.

4/ UPE2A

Nous avons reçu les documents après le CTA.

L'attribution des heures pour les 40 établissements accueillant ce dispositif sur l'académie est lissée. Chaque établissement aura 25h. Des prestataires interviendront 15h pour les cours de langues.